LICENCE DROIT ECONOMIE GESTION
MENTION DROIT parcours public et privé
3^{ème} NIVEAU – SEMESTRE 5
GROUPE DE COURS N° 3
LICENCE 3^{ème} ANNEE MENTION ECONOMIE parcours double diplômant en Economie et Droit
DROIT DU TRAVAIL 1
LUNDI 12 DECEMBRE 2016
9 H – 12 H

Le Code du droit du travail non annoté est autorisé.

Résoudre le cas pratique suivant :

Depuis le 6 novembre 2014, M. Pox travaille dans une entreprise de sous-traitance pour Airbus située à Toulouse. Il exerce une activité d'ingénieur- technicien dans un domaine où les spécialistes sont peu nombreux. Il est lié à cette entreprise par un contrat de collaboration. Il vous consulte sur les points suivants :

1) lors de son recrutement, M. Pox a dû remplir le formulaire suivant :

« -Nom/ Prénoms/ Adresse/ Téléphone/ Situation familiale

-Formation/Expériences professionnelles

-Antécédents judiciaires

-Antécédents médicaux et maladies en cours de traitement »

Il y a trois semaines M. Pox a reçu par LRAR une convocation à un rendez-vous fixé le 15 janvier 2017. Il est mentionné dans la lettre que l'objet de celui-ci est de recueillir ses explications sur différents éléments de réponse qu'il a donnés en remplissant le formulaire de recrutement. Ayant à l'époque menti sur le dernier point, M. Pox, inquiet, vous demande votre avis.

2) par ailleurs, M. Pox estime que les conditions dans lesquelles il effectue son travail ne correspondent pas aux exigences de la convention passée avec l'entreprise. En effet, il se plaint de devoir cotiser lui-même aux organismes sociaux d'assurance maladie, de sécurité sociale et de retraite, lui laissant à la fin du mois une rémunération très

inférieure à celle en principe perçue par un travailleur de compétence équivalente. De plus, il est astreint à des horaires de travail fixes qui l'empêchent de répondre favorablement à des missions proposées par des entreprises d'autres secteurs. Enfin, M. Pox qui est contraint de rendre des comptes à la fin de chaque semaine sur l'avancement de sa tâche, dénonce les directives qu'il doit suivre quant à l'organisation de son poste de travail et le port d'une tenue spéciale imposée par le règlement intérieur qu'il juge inadaptée. Il vous demande conseil.

3) enfin, M. Pox vous fait part de ses difficultés personnelles qui l'ont obligé à s'absenter plusieurs mois. Ainsi, depuis le 24 mars 2015, il fait l'objet d'un arrêt de travail pour cause de maladie. A ce jour, il n'a toujours pas réintégré l'entreprise. Par une lettre notifiée en date du 1^{er} décembre, il apprend que l'entreprise lui reproche son absence prolongée due à son état de santé qui perturbe le fonctionnement de l'entreprise. Selon l'entreprise, ces perturbations entraînent la nécessité de procéder au remplacement définitif de M. Pox et justifie son licenciement.

M. Pox souhaite contester le licenciement qu'il juge abusif, et vous demande conseil au regard du motif invoqué.